



# Le gouvernement PS-MEDEF, c'est maintenant !

Bulletin du NPA Vosges - 3 février 2014

Avec Hollande et son « pacte de responsabilité », les patrons sont ravis. Avec la disparition des cotisations patronales d'ici 2017 pour la branche « famille » de la Sécu, ils ont enfin le feu vert pour détourner 30 milliards pris sur nos salaires. En effet, ces 30 milliards que les patrons sont chargés de verser à la branche famille de la Sécu pour payer les allocations familiales sont une part de nos salaires bruts. C'est à nous. La cotisation sociale est une part de nos salaires mise dans un pot commun et redistribuée aux chômeurs, aux familles, aux malades, aux retraités. Le projet Hollande c'est le hold-up du siècle !

## Prendre contact

[npa88@npa2009.org](mailto:npa88@npa2009.org)

Comité Epinal/Plaine  
06.30.10.59.15

Comité Gérardmer/  
Montagne  
06.33.11.73.07

## Hollande câline les patrons

Et pour faire un écran de fumée devant l'énormité du hold-up, le Medef annonce la création d'un million d'emplois. Qui peut croire encore à de telles sornettes ? Ça fait plus de 30 ans que les exonérations de cotisations sociales des entreprises augmentent d'année en année pour atteindre le sommet de 27,6 milliards d'euros en 2012. Ce qui n'a pas empêché les licenciements et le chômage d'atteindre des chiffres records. La presse économique parle de 150 000 licenciements supplémentaires dans les mois qui viennent, pas de la création de 1 million d'emplois !

Si on rajoute le crédit d'impôt de 20 milliards d'euros, attribué aux entreprises, sans aucune contrepartie, et financé par l'augmentation récente de la TVA, Hollande satisfait ainsi toutes les demandes des patrons les unes après les autres.



## Ce n'est plus de la déception, c'est de la rage !

Autant de cadeaux aux patrons de la part de ce gouvernement devraient inciter toutes les organisations syndicales, qui parlent au nom du monde du travail, à organiser dès maintenant une mobilisation d'ampleur de tous les salariéEs et privéEs d'emploi de ce pays. Et en aucun cas, elles ne devraient aller discuter autour d'une table avec les patrons et les ministres car il n'y a rien à négocier. Le coup du dialogue social, on nous l'a déjà fait trop de fois. Le résultat, c'est la défaite sans combat face à la contre-réforme des retraites et les accords pourris de compétitivité, machines de guerre contre le droit du travail. Il n'y a rien à discuter. Au contraire, il faut se préparer à l'épreuve de force avec le gouvernement et le patronat.

## La colère du monde du travail doit s'exprimer

La semaine dernière, à l'occasion d'un rassemblement organisé devant l'usine Goodyear d'Amiens, des centaines de travailleurs dont les entreprises sont menacées de fermeture ou touchées par des plans massifs de licenciements se sont retrouvés pour exprimer leur colère et leur attente d'une mobilisation d'ensemble du monde du travail. C'était à la fois combatif mais bien insuffisant numériquement et il n'y a pas eu d'autres initiatives d'annoncé. C'est dommage, car quand on fait la liste de toutes les entreprises concernées par les licenciements, on voit bien qu'en réalité, un tel rassemblement devrait avoir lieu à l'échelle du pays. Une manifestation de tous et toutes pour crier cette colère en exigeant l'interdiction des licenciements mais aussi des embauches massives dans les services publics et les entreprises où les conditions de travail sont de plus en plus éprouvantes - pour un partage du travail qui s'attaquerait alors réellement au chômage - ce serait une première étape pour reprendre la contre-offensive face à ce gouvernement PS-Medef. Soyons toutes et tous actifs sur nos lieux de travail pour populariser et faire aboutir ce projet !



[npa2009.org/souscription](http://npa2009.org/souscription)

SI VOUS APPRÉCIEZ  
CE BULLETIN,  
AIDEZ LE NPA !

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant. Versement par carte bancaire sur notre site ou par chèque à l'ordre de «NPA souscription» à renvoyer à :  
NPA souscription  
2 rue Richard-Lenoir  
93100 Montreuil.

## **Papèterie UPM de Docelles : interdiction des licenciements et la réquisition de l'usine !**

Le 24 janvier, le site UPM, « *la plus ancienne usine* » du pays comme le répète la presse, a été mis à l'arrêt. 161 travailleurs se retrouvent sur le carreau. Pourtant, 26 millions d'euros avaient été investis en 2006 dans cette usine que ses dirigeants disaient pleine d'avenir. L'État et les Conseils général et régional avaient subventionné à hauteur de 2 millions.

Le groupe UPM, n° 1 mondial du papier pour magazine, qui avait racheté l'usine de Docelles en 1978, prétexte aujourd'hui d'une baisse de la consommation en Europe. Mais la vraie raison de la fermeture c'est la soif de profits des actionnaires d'UPM. Ils ne sont pas au bord de la faillite mais comme tous les capitalistes ils veulent augmenter encore leurs profits. Peu de temps avant l'annonce du plan « social », la direction annonçait une augmentation importante de son bénéfice au troisième trimestre ! C'est aux actionnaires de faire face aux aléas du marché, pas aux travailleurs qui n'ont que leur salaire pour vivre.

Montebourg, le ministre du Redressement productif, a confirmé qu'il cherchait un repreneur. Ses gesticulations ne serviront à rien comme elles n'ont servi à rien pour Florange. Les salariés ne doivent faire confiance qu'à leur mobilisation. Pour sauver leur emploi, et aussi pour sauver le patrimoine des générations de travailleurs qui se sont succédé à Docelles depuis plusieurs siècles, il faut arracher l'usine au patronat.

## **C'est le capitalisme qu'il faut liquider**

Le Tribunal de commerce d'Epinal a placé Vosges Diffusion Presse à Golbey en liquidation judiciaire le 28 janvier. Les 13 salariés de la société, spécialisée dans la distribution des quotidiens nationaux, devraient recevoir leurs lettres de licenciement dans les jours qui viennent. Presstalis qui gère l'essentiel de la diffusion de la presse en France a décidé de se séparer de son sous-traitant vosgien. Ce n'est pas un problème pour le patron du dépôt de Golbey qui s'en va faire des affaires sous le soleil en Australie. Mais les salariés, eux, restent ici, sans soleil et surtout sans boulot. Ne plus se laisser faire, unir nos forces quelque soient nos entreprises pour défendre nos emplois, est de plus en plus urgent !

## **Le chiffre du mois : + 30 %**

C'est l'augmentation de salaire au 1<sup>er</sup> janvier de trois dirigeants de Dexia. La banque déjà renflouée par les États belges et français, a coûté 13 milliards aux contribuables. Mais elle s'enfonce encore dans la faillite. L'État renfloue, les dirigeants empêchent : le salaire des trois là est passé de 340 000 à 450 000 €. Au fait, qu'est-il annoncé à nos prochaines NAO ?

## **PSA : « Cash is king », le fric est roi**

L'État et le constructeur chinois Dongfeng devraient participer au renflouement de PSA en apportant à eux deux 1,6 milliard d'euros. La famille Peugeot dispose de cette somme mais pour qu'elle paye, il aurait fallu la contraindre. Ne comptons pas sur Hollande ou Moscovici, copains de Gattaz et de la famille Peugeot pour cela !

Pas d'hypocrisie : l'État et Dongfeng sont là pour que PSA renoue avec les bénéficiaires et mondialise son activité, quitte à procéder à de nouvelles casses de l'emploi. Cela ne coûtera rien au contribuable déclare le gouvernement. Mensonge car l'argent public ne tombe pas du ciel. Le gouvernement aurait de l'argent pour aider la famille Peugeot mais pas pour les services publics ou la santé !

Tavarès, passé plus vite que son ombre de n° 2 Renault à n° 1 PSA, a déclaré lors de sa première rencontre avec les syndicats : « *Cash is king* ». ». Renversons la dictature du fric pour de bon !

## **SOVAB : un camouflet pour l'accord compétitivité Renault**

Les salariés de la SOVAB à Batilly (54), une filiale Renault qui produit des véhicules utilitaires, ont gagné une première manche ! La Cour d'appel de Versailles a ordonné un amendement à l'accord de compétitivité Renault tel que l'avaient signé la direction et quelques syndicats. Le tribunal avait été saisi par la fédération de la métallurgie CGT suite aux actions de l'intersyndicale CGT-SUD-CFTC de la SOVAB.

La direction Renault avait voulu imposer l'application de l'accord antisocial de compétitivité à la SOVAB, alors que celui-ci était moins favorable, en termes de temps de travail, que les dispositions en vigueur dans l'usine. Elle s'appuyait sur une phrase de l'accord selon laquelle l'accord devait partout s'appliquer « *de plein droit* ». Cette phrase a été jugée illégale confirmant qu'il est interdit d'appliquer des dispositions moins favorables aux salariés que celles existantes.

Cette victoire juridique ne règle pas tout, mais c'est une victoire limitant les possibilités d'action de la direction de Renault. C'est une première claque aussi pour les syndicats signataires de l'accord.

## **Oui à l'avortement libre et gratuit !**

Le gouvernement espagnol veut faire adopter un projet de loi limitant la possibilité d'avorter aux cas de viol ou de danger grave pour la mère. Ce refus d'accepter le droit des femmes à disposer de leur corps est un bon arrière de 30 ans. En France, ce droit est remis en cause par les réacs de tous poils mais aussi par les coupes budgétaires du gouvernement qui entraînent la fermeture de centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG). Le 1<sup>er</sup> février, une grande manifestation avait lieu à Madrid. En France, des dizaines de rassemblements et manifestations étaient organisés en solidarité avec les femmes espagnoles et pour défendre le droit à l'IVG, ici aussi.